

ENTRÉE

GRATUIT

LIBRE

depuis 1986

Journal communautaire de Sherbrooke
OCTOBRE 2009 • Vol. 24 • No. 5 • 140^e numéro

Développement et gnagnagna (page 2)

La kécanne se promène (page 4)

La trop célèbre Monsanto (page 7)

La culture. Ça vous préoccupe ? (page 8)

Les candidats répondent à nos questions

L'équipe d'Entrée Libre a interviewé tous les candidats à la mairie de Sherbrooke afin de permettre aux citoyens de connaître leur opinion sur certains sujets. Les questions ont été choisies parmi celles proposées par différents organismes communautaires.

1. Pourquoi croyez-vous que Sherbrooke se classe encore comme l'une des régions métropolitaines les plus pauvres au Canada ?

Hélène Gravel : [...] Il ne faut pas se le cacher : au lieu de voir ça comme un problème, certains ont vu ça comme un avantage. [...] C'est inadmissible dans une ville qu'on qualifie d'universitaire que le revenu moyen soit un des plus bas au Canada. Pour changer les choses, ça prend une volonté politique.

Hubert Richard : Avec le temps, Sherbrooke s'est fait connaître, à mon avis, pour du *cheap labor*. Donc, les entreprises qui viennent ici, souvent, au lieu d'offrir des salaires hauts, s'attendent à payer des salaires plus bas.

François Godbout : Il faut penser à l'histoire de Sherbrooke. La ville a été fondée par des loyalistes anglais au départ et ce sont des Canadiens français qui sont venus travailler ici pour très peu d'argent. [...] La responsabilité de la ville dans tout ça ce n'est pas de créer les emplois, mais de créer un climat propice pour attirer des entreprises. Il faut aussi s'attarder au décrochage scolaire. [...]

Denis Pellerin : Il faut dire que la Ville n'est pas la mieux gérée au Québec, malgré ce que certains prétendent. Ce n'est pas vrai. Quiconque défend cette position, défend du même coup

les positions de la Ville au cours des dernières années.

Moustapha Saboun : La politique adoptée par la Ville en matière d'économie n'est pas efficace. Les compagnies partent. [...] Pourquoi ? Parce que les domaines ne sont pas liés à ceux de l'Université. Une industrie a besoin de personnel qualifié. On veut intéresser les gens à rester en région. Pour nous, c'est une tâche municipale. Notre formule magique n'est pas au point, mais la volonté est au rendez-vous.

Bernard Sévigny : Parce qu'on a plus ou moins bien pris le virage de l'industriel à la nouvelle économie. Mais il faut aussi être prudent pour les chiffres, il y a 20 % de la population qui est composée d'étudiants. Leurs revenus sont extrêmement modestes et ça fait partie du calcul de la moyenne de salaires. C'est pour ça qu'il faut être prudent.

2. En matière de lutte à la pauvreté, comment comptez-vous améliorer le soutien aux organismes communautaires qui oeuvrent dans le domaine ?

H.G. : J'ai été directrice du Regroupement des Organismes Communautaires de l'Estrie (ROC), s'il y a une chose que je sais, c'est jusqu'à quel point notre communauté est enrichie par le travail des organismes communautaires. [...] Les compétences et le dévouement sont là. Ce que j'entends



François Godbout



Hélène Gravel



Photos : Sites officiels des candidats
Bernard Sévigny

faire, c'est hausser l'apport en terme d'argent que le municipal peut donner via, entre autres, *Sherbrooke ville en santé*. Il y a aussi des projets que je vais lancer. La carte-famille, c'est une carte qui donne droit à des services [...], du temps sous forme bénévole d'aide au devoir par exemple, d'aide au ménage, d'entretien, d'accompagnement. [...] Aussi, cette carte-là va être faite en collaboration avec des organismes, notamment, la Maison des grands-parents. [...]

H. R. : Il faut travailler en partenariat avec les organismes communautaires ; ce n'est pas avec une élection que nous allons changer les choses, les mentalités sont longues à changer. Le parti Comme une eau Terre favorise des changements de mentalité dans notre façon de nous loger, de nous déplacer, de faire de l'agriculture, de dépolluer les rivières, etc.

F. G. : Le soutien pour les organismes ne vient pas seulement en forme de financement. Le savoir-faire et l'entraide sont aussi extrêmement importants. La Ville ne peut pas faire la *job* des autres, mais elle peut aider à créer des partenariats avec des personnes et des institutions qui ont quelque chose à offrir aux organismes. [...] La Ville devrait agir pour faciliter ces liens.

D. P. : Le communautaire et le social, c'est mon point faible. Mais je trouve inacceptable que IDES (Innovation et développement économique de Sherbrooke), n'inclut aucun représentant du communautaire. IDES ne peut pas avoir seulement un représentant des commerces et des industries.

M. S. : Bien sûr que oui ! Un bon projet de société com-

mence toujours par l'élimination de la pauvreté, l'accès à l'éducation et les services sociaux. Les organismes doivent toujours travailler en collaboration avec la Ville. [...] Moi-même, depuis 2002, je suis président directeur général de l'Organisme canadien pour le développement et l'intervention en Afrique. Donc, je connais bien l'importance de la vie communautaire et je la considère précieuse.

B. S. : Y'a déjà un soutien qui s'est amélioré au cours des dernières années auprès des organismes communautaires. Est-ce que ça a lieu d'être bonifié ? Oui. [...] On s'est donné une politique de développement communautaire. Il y a là des pistes d'action intéressantes. [...] On s'est donné une règle, les organismes qui sont appuyés par la Ville doivent s'inscrire dans le prolongement des services municipaux. [...]

ÉDITORIAL

Développement et gnagnagna

Il y aura donc un hôtel au centre-ville. En fait, dans le cas qui nous occupe, le centre-ville a quelque peu le dos large. Le nouvel hôtel Times sera situé en plein sur les berges de la rivière Magog.

Un site enchanteur donc qui aurait mérité une réflexion approfondie sur la manière de le mettre en valeur dans le contexte urbain sherbrookoise. Il aurait aussi été pertinent, pour un projet d'une telle importance, de s'interroger sur la thématique du lieu. Au départ, les promoteurs de la Corporation Cité des rivières nous avaient promis un pavillon de l'eau et un bâtiment hôtelier doublé d'une vocation commerciale. Le projet était critiquable, mais il s'inscrivait à tout le moins dans une thématique cohérente et dans un souci de faire de cet espace un véritable lieu de convergence pour la population sherbrookoise. Or, avec quoi se retrouve-t-on maintenant ? Avec une chaîne hôtelière qui nous propose un design pour le moins discutable.

L'hôtel Times, tout comme le Centre d'emploi au coin de Dépôt et King, est un projet anonyme et asocial. Les Sherbrookoises méritaient certainement mieux qu'un bâtiment aux lignes prévisibles dignes d'un hôtel d'aéroport.

Mais est-ce que les Sherbrookoises ont été consultés avant que la Ville décide du sort de ce site unique au cœur de la municipalité ? Non. Or, il serait peut-être opportun de se demander ce que cela aurait changé. Est-ce que les Sherbrookoises sont si habitués à la laideur qu'ils ne remarquent même plus l'horrible ?

Le promoteur et le maire Perrault ont tenté de nous convaincre que l'hôtel Times rappelait une architecture plus classique de Sherbrooke, comme celle de l'Hôtel de Ville. La comparaison est évidemment fort douteuse puisque ce qu'on nous présente, c'est moins le produit d'un souci pour le « Beau » que pour le « Combien ça coûte ».

Comment se fait-il qu'au minimum, la Ville de Sherbrooke, qui protège par ailleurs son patrimoine architectural avec ardeur, empêchant le simple citoyen de rénover sa maison centenaire comme il le souhaite, ne se soit pas attardée à l'intégration du bâtiment dans le contexte patrimonial ? Mentionnons seulement l'usine Paton, le bâtiment des Fusiliers de Sherbrooke ou encore, le Marché de la gare.

M. Audet, le promoteur, a beau prétendre que son projet « ira chercher des éléments du passé de Sherbrooke tout en étant tourné vers l'avenir » et qu'il s'agit d'un « hôtel de villégiature urbaine », il y a de quoi être sceptique.

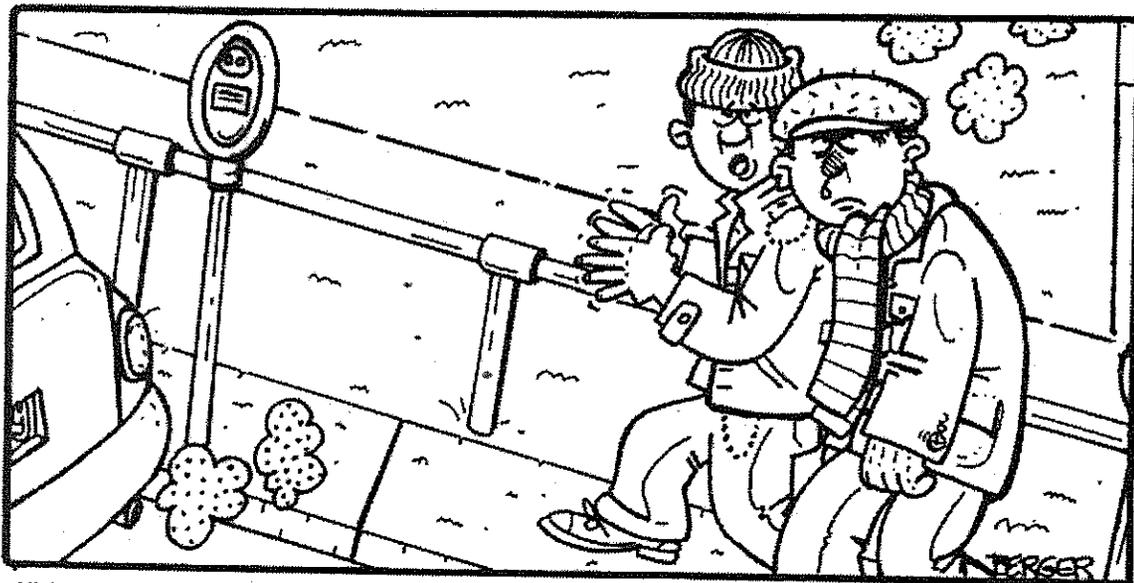
Au-delà du développement

Soyons clairs, il ne s'agit pas ici de défendre l'immobilisme, mais bien de privilégier une réflexion publique sur l'esthétique urbaine. Par ailleurs, la déception devant l'aboutissement ultime du projet Cité des rivières nous amène à questionner la substance même de l'opération.

Il devient de plus en plus évident que la Ville perd beaucoup d'argent dans l'aventure. Jadis, les terrains qu'occupe l'hôtel ont été achetés à grands frais. On avait payé des millions, en 2003, pour ni plus ni moins exproprier les commerçants de l'endroit. Depuis, le prix des biens immobiliers n'a cessé de grimper. Avec les améliorations apportées autour du site, le terrain devrait valoir une mine d'or. Pourtant, le promoteur l'a obtenu pour une bouchée de pain et, préalablement décontaminé au frais des contribuables. Un crédit de taxe régressif de dix ans avec ça ?

Oh bien sûr, on vous dira que c'est du développement. Que Sherbrooke a moins de chambres quatre étoiles que Val d'Or. On vous parlera du marché des congrès. Pourtant, la Ville est obligée de subventionner la construction de cette fameuse salle de congrès. Se pourrait-il que cela ne rapporte tellement pas qu'aucun investisseur privé ne veuille investir un sous dans un tel projet ? Vous croyiez qu'on n'avait pas eu d'été ? Vous aviez raison. C'est déjà Noël et la Ville vient de nous passer un sapin !

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



- L'hôtel Times est un hôtel quatre étoiles, à ce qu'on dit ! -
- C'est déjà quatre de plus qu'au conseil municipal ! -

Partie de Monopoly

Crise sociale : pour qui fonctionne l'économie ?

PAR YVES LAWLER

Depuis le début de la crise, les médias attirent l'attention des citoyens sur son aspect économique. Va-t-elle s'aggraver ? Y a-t-il un signe de reprise ? La bourse remontera-t-elle ? Le suspense est entretenu comme s'il ne s'agissait que d'une partie de Monopoly. Et pourtant, l'aspect le plus dramatique de cette crise est la profonde crise sociale qui frappe l'ensemble de la planète.

Les grands perdants dans une crise du capitalisme, ce sont les travailleurs. Partout, nous assistons à un recul des conditions de travail, à des coupures de salaire et à des mises à pied massives. Aux États-Unis, le chômage a quadruplé en deux ans pour atteindre 12 % en mars 2008. La faim menace plus de 3,5 millions d'enfants de moins de cinq ans. Au Canada, depuis octobre, le taux de chômage s'est accru de 2,3 points de pourcentage pour s'établir à 8,6 %, soit le taux le plus élevé en 11 ans.

Tragédies sociales

Cet appauvrissement de la population s'accompagne de multiples problèmes sociaux. Selon un sondage Ipsos Reid de juin, les pressions financières amènent 16 % des Canadiens à sauter des repas, en empêchent 23 % de dormir, stressent grandement 40 % de la population

et en amènent 14 % à retarder l'achat de médicaments d'ordonnance.

L'ampleur de cette crise a-t-elle fait réfléchir nos dirigeants politiques sur la mondialisation néolibérale cause de la dépression ? Non ! Ils se sont contentés d'adopter des mesures de sortie de crise qui ne cherchent qu'à socialiser les pertes pour assurer la survie d'un système basé sur la propriété privée des secteurs stratégiques de l'économie. Le résultat, un fossé de plus en plus profond entre les riches et le reste de la population.

Il revient au peuple de changer la direction politique. Dans ce sens, l'Assemblée des mouvements sociaux a proposé, lors du Forum social mondial de 2009, une large mobilisation populaire pour obtenir, entre autres, la nationalisation sous

PAUVRES



MORTS OU VIFS

Illustration : Archives

Les crises économiques et financières se succèdent mais ne transforment pas la société. Les pauvres en subissent tout le temps les conséquences...

contrôle social du secteur bancaire et la réduction du temps de travail sans réduction de salaire. Quand commençons-nous ?

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9500.

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉDITEURS
D'AMÉRIQUE QUÉBÉCOISE

Équipe de rédaction
Yanick Bilodeau
Sylvain Bérubé
Alison Jane Brunette
Claude Dostie
Annie Forest
Marc-André Gagné
Michaël Prince

Mise en page
Louise Daigle

Correction
Claude Dostie

Caricature
Pierre Berger

Collaboration
CAFE
Yves Lawler
Marie-Thérèse Llusima
Denis Poudrier
Marianne Verville

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 4^e trimestre 2009
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

Culture,
Communications et
Condition féminine

Québec



3. Comptez-vous promouvoir et développer le logement social à la hauteur des besoins ?

H. G. : On demande actuellement la création de 100 nouveaux logements sociaux par année, actuellement on en a une moyenne de 60, je vais tout faire pour atteindre cet objectif-là et je m'engage aussi à créer un code du bâtiment pour s'assurer que les logements soient décents. Il faut aussi s'organiser avec les promoteurs et le milieu d'affaires pour arriver à ce chiffre-là sans être obligé d'injecter deux fois plus de deniers publics. [...]

H. R. : Il est important de redéfinir les besoins. Il faut valoriser le fait de vivre en logement comme un mode de vie sain au niveau de l'aménagement du territoire. La création de coopératives d'habitation devrait devenir à la portée de l'ensemble de la population. La coopérative amène l'ensemble des locataires à avoir un droit de regard sur l'habitation dans laquelle ils vivent, et d'avoir la possibilité d'autogérer leur habitation. [...]

F. G. : Il faut dire que la Ville a déjà fait beaucoup dans ce domaine malgré des coupures du gouvernement fédéral et il reste encore beaucoup de choses à faire. [...] Aujourd'hui, nous comptons 1800 noms sur la liste d'attente de gens qui attendent des logements sociaux. Mais il faut croire qu'avec la création d'emplois, cette liste va diminuer. [...] Toutes ces choses ne sont pas isolées.

D. P. : S'il y a des représentants du communautaire et du social sur IDES, ces gens-là vont pouvoir apporter leurs idées aux gens des autres secteurs. Moi, je suis un gars d'équipe et je privilégie la consultation. Je veillerai à ce que les pauvres et les gens sans emploi aient une voix.

M. S. : Je suis pour le développement, l'aide, et il faut écouter les besoins de la population. Je fais partie d'une coopérative d'habitation développée par les Africains, sur la rue de l'ancienne carrière, c'est un 24 logements sous forme de condos. C'est une communauté culturelle qui a eu de la misère à trouver un terrain et la Ville en a donné un pour

l'aider à s'installer. Je vois donc l'importance de la municipalité dans ce dossier.

B. S. : La Ville en fait déjà beaucoup. [...] On supporte aussi des initiatives comme des coopératives. On a inauguré récemment un complexe de logement pour les grandes familles. La Ville a mis 400 000 \$ là-dedans. La coopérative d'habitation des étudiants sur la rue Wellington, l'Estudiantine, la Ville a mis 350 000 \$. [...] Quand il y a des promoteurs sociaux qui nous amènent des projets, on a tendance à être ouvert et je dirais même qu'on est dans les villes les plus agressives au Québec dans le domaine.

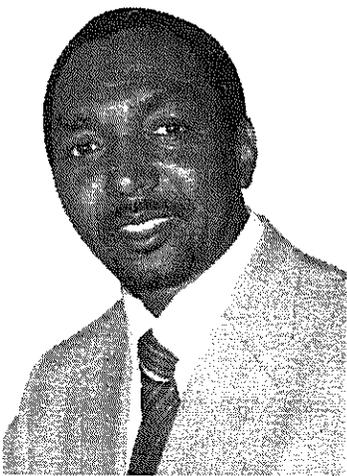


Photo : Site officiel
Moustapha Saboun

4. Que pensez-vous du nouvel hôtel au centre-ville ? Sherbrooke avait-elle vraiment besoin d'un nouvel hôtel ?

H. G. : Je n'étais pas favorable. J'aurais préféré de loin qu'on en fasse une grande place publique où les gens peuvent se voir, voir des spectacles, un peu comme dans toutes les grandes places européennes. Sherbrooke a besoin d'un hôtel, mais est-ce qu'on avait besoin de le placer là ? On a investi des tonnes d'argent autour du Lac des nations pour redonner ce coin-là à la population. Est-ce qu'on n'aurait pas pu en faire encore un peu plus ?

H. R. : À mon avis, le centre-ville mérite, surtout avec les grands événements prochains, d'avoir un gros hôtel comme le Times, sauf que celui-ci est au mauvais endroit. La Cité des Rivières, avait pour projet l'amélioration de la qualité des eaux pour donner une infrastructure vraiment durable, ce

qui devait être à privilégier. On a exproprié des terrains, ce qui a donné le goût aux gens d'avoir un parc à cet endroit. Tant qu'il y a des chances pour revenir en arrière et que la population est d'accord pour qu'on reprenne possession du terrain, en entamant des procédures d'expropriation auprès des promoteurs, nous sommes prêts à accomplir ces démarches.

F. G. : C'est clair qu'il manquait un hôtel au centre-ville de Sherbrooke. On a un nouveau centre de foires, beaucoup d'événements sportifs et le tourisme religieux. Avoir un hôtel c'est un besoin économique. Il y a deux moyens d'amener de la richesse à Sherbrooke : le premier est d'avoir un produit et l'exporter ; le deuxième est d'avoir des gens qui viennent dépenser ici. La nécessité de l'hôtel, c'est une question qui a été analysée par des experts, et ça a passé à l'unanimité.

D.P. : Je vais essayer de ne pas me choquer... Pour faire l'hôtel, on a acquis des terrains, on a démolé. L'information que j'ai me porte à penser que l'acquisition a coûté autour de cinq à dix millions. Ajoutez à cela le coût de la décontamination de 700 000 \$, le deux millions d'Hydro-Sherbrooke pour enfouir les fils. On a ensuite vendu ces terrains pour 1,25 million. En plus, on leur donne un million en subvention pour faire un centre de congrès alors qu'on a vendu celui du Delta pour un peu plus que cela. On donne aussi un crédit de taxe régressif sur dix ans. On leur donne presque.

M. S. : Je n'ai pas de problème avec la multiplication des hôtels si ça respecte l'environnement et les besoins de la ville. Mais je suis contre l'emplacement où il s'est fait, dans le but d'avoir le maximum de visibilité des gens. À cause du Lac des nations qui permet aux citoyens de prendre agréablement l'air, le fait de planter un hôtel à cet endroit pour maximiser son profit amène un esprit capitaliste ne respectant pas le confort des citoyens.

B. S. : L'offre hôtelière, on est au 14^e rang alors qu'on est la 6^e ville en importance. Des villes comme Val d'or sont mieux

équipées que Sherbrooke dans la desserte hôtelière. On veut faire de Sherbrooke un pôle d'attraction touristique. [...] Au niveau de l'emplacement, ça, c'est discutable. Moi, j'aurais préféré que l'hôtel soit placé peut-être ailleurs et garder ce lieu-là comme il est. Mais pour les gens qui voulaient implanter un hôtel, ça ne s'implante pas dans un parc industriel, ni dans un champ, ça s'implante à proximité du centre-ville. [...]

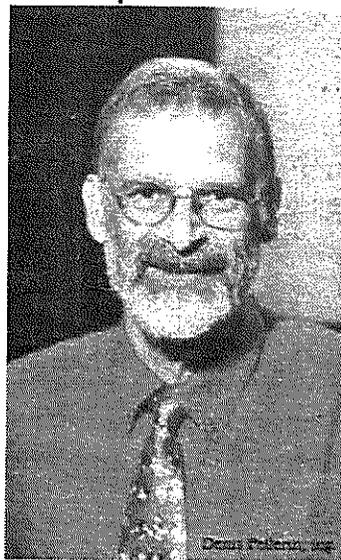


Photo : Site officiel
Denis Pellerin

5. Êtes-vous pour la nomination d'un commissaire aux plaintes pour la ville et ses services municipaux et un protecteur de la clientèle pour la STS ?

H. G. : Oui, le modèle que je préconise c'est le même modèle que Québec, c'est-à-dire, une formule bénévole. À Québec, c'est une juge et des avocats et juristes à la retraite qui composent le bureau d'ombudsman. Le seul frais qui est relié est celui du bureau et la personne qui prend les rendez-vous. Pour ce qui est de la STS, l'ombudsman va jouer ce rôle là.

H. R. : En fait, nous avons tellement besoin, [...] d'avoir une STS qui est bien dirigée. Quand on parle de garantir l'accès libre et gratuit aux transports en commun, ce qui est intéressant, c'est que cela chamboule la hiérarchie qui s'est faite à la STS. C'est-à-dire qu'elle est menée par une clique de hauts fonctionnaires qui n'ont aucune considération par rapport à la population parce que ce sont des fonctionnaires. Il est temps maintenant d'avoir à la STS des conseillers qui ont le dernier mot et qui agissent vraiment pour répondre aux besoins de

la population. À mon avis, avoir un protecteur ce n'est pas nécessaire si les conseillers jouent vraiment leurs rôles. [...]

D. P. : Tout d'abord, je mettrais en place un ombudsman de la ville et de tous les comités, sociétés et corporations de la Ville. D'autres villes ont expérimenté ça et, au cours de la première année, il y a eu beaucoup de plaintes et le service sert beaucoup à orienter le citoyen qui veut faire une plainte vers le service approprié. L'ombudsman fait aussi un suivi pour s'assurer que le problème est réglé.

F. G. : J'aimerais savoir combien ça coûterait et combien ça amènerait. Pour avoir ce genre de protecteur, il faudrait avoir un juriste d'expérience, alors déjà là, on parle d'un salaire annuel de 100 000 \$. En plus, ça prendrait un bureau, un ordinateur et peut être même une secrétaire pour cette personne. Combien de plaintes est-ce qu'il va avoir pour tout ça ? Et ce sont des choses qui se règlent facilement. Personnellement, je suis anti structuriste. Je ne veux pas avoir des solutions de cinq dollars pour régler des problèmes d'un dollar. On a déjà vingt élus à la Ville pour régler des problèmes.

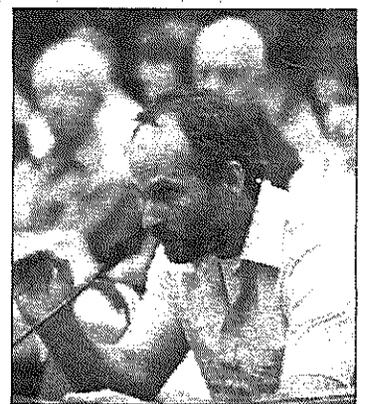


Photo : Site officiel
Hubert Richard

Hubert Richard

M. S. : Oui, je suis pour un aboutissement. Il faut voir les paramètres, ce qui a déjà été fait et continuer les discussions avec la population.

B. S. : Un ombudsman. Oui. D'ailleurs, c'est moi qui l'ai proposé en février 2007 au conseil municipal. Y'a eu un vote et ça a été battu. C'est dans notre programme ça fait longtemps. Pour ce qui est de la STS, [...] c'est à son conseil de prendre la décision. Est-ce que ça peut être intégré dans le mandat d'un ombudsman municipal ? Peut-être. [...]

Suite à la page 8

Qui peut vraiment crier : BINGO !

L'État persiste à rapiécer le régime d'assurance-chômage avec des bouts de ficelle déjà usée et biodégradable d'ici deux ans. Alors que notre filet de sécurité déchire de partout, le gouvernement conservateur se contente de recoudre certaines brèches là où il a de futurs votes à gagner. Son nouveau projet de loi C-50 est le dernier exemple en liste de cette pratique immorale de nos politiciens.

Tombera, tombera pas !

Au cours de la dernière année, l'ensemble des partis d'opposition ont prétendu être prêts à renverser le gouvernement Harper s'il ne procédait pas à une réforme majeure de l'assurance-chômage. Toutefois, le possible gouvernement de coalition n'a jamais vu le jour. Les libéraux ont sauvé Harper, au printemps, via un comité bidon PLC-PCC. Cet automne, les néo-démocrates, pour ne nommer qu'eux, succombent aux charmes des conservateurs.

On a beau avoir des problèmes avec les pratiques de Harper, on doit admettre qu'il a de bons stratèges à ses côtés. Lorsqu'on analyse leur projet de loi C-50, on voit clairement qu'il vise à aider les travailleurs de l'industrie automobile concentrée en Ontario. Notons que ces travailleurs sont regroupés au sein d'une organisation syndicale (TCA) liée au Nouveau parti démocratique (NPD). Avec C-50, Harper s'assure de l'appui du NPD, appui nécessaire à sa survie au pouvoir.

C-50 pour les nuls

Le but de ce projet de loi est de prolonger le nombre de semaines de prestations payables aux travailleurs de longue date. Premièrement, sont exclues les personnes ayant touché plus de 35 semaines de prestations régulières au cours des cinq dernières années. Les saisonniers et les travailleurs à statut précaire sont, encore une fois, laissés pour compte.

Ensuite, il faut avoir cotisé pour au moins 30 % de la rémunération assurable maximale (42 300 \$ en 2009) au cours de sept des dix dernières années, et ce, pour obtenir cinq semaines supplémentaires de prestations. Pour bénéficier de la prolongation maximale de 20 semaines, il faudra rencontrer cette exigence au cours de 12 des 15 dernières années.

J'ignorais que le ministère conservait de telles données aussi longtemps ! Et vous, avez-vous conservé un registre détaillé de votre rémunération assurable des 10 ou 15 dernières années ? Oui ! Bravo, mais vous souvenez-vous quelle était la rémunération maximale en 1999 et en 1994 ?

Chose certaine, seulement une minorité de victimes de la crise économique pourront crier : BINGO ! De plus, rappelez-vous que cette bonification n'est que temporaire pour environ deux ans.

La surutilisation de projets pilotes et de mesures temporaires s'appliquant seulement dans certaines régions du pays doit cesser immédiatement. Seule une réforme en profondeur pourrait nous redonner une protection universelle contre le chômage.

PAR DENIS POURDRIER • MCCE



À la défense des prestataires d'assurance-chômage en Estrie

**Rencontre publique d'information
chaque mercredi soir à 19 h**

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke Qc J1H 4Z4

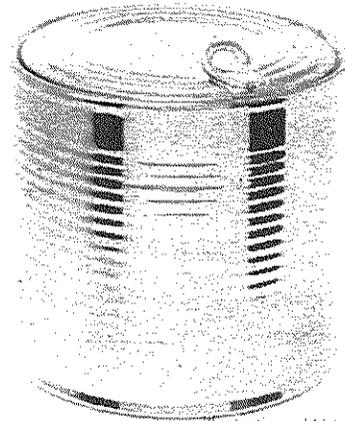
www.lemcce.org «Actif depuis 1980» 819 566-5811

L'histoire d'une boîte d'haricots rouges

La kécanne

PAR MICHAËL PRINCE

Le temps des récoltes est arrivé ! Qui pense encore à faire ses conserves ou à faire sécher des aliments ? Pour quoi faire ? On a déjà des boîtes de conserve pas chères et faciles d'accès à l'épicerie. En êtes-vous si sûr ? Vérifions le chemin d'une canne d'haricots rouges avant et après son utilisation et tentons d'imaginer l'énergie utilisée. À quelle conclusion pensez-vous arriverons-nous ?



La kécanne, difficile de s'en passer, n'est-ce pas !

Tout d'abord, il nous faut de l'acier, beaucoup d'acier, composé de charbon et de fer. Ces minerais sont extraits de mines différentes, avec l'aide de gigantesques camions. Des paquebots et des trains transportent la matière brute vers les aciéries où l'on produit des blocs d'acier. Ceux-ci sont transportés vers un fabricant de tôle qui les fait fondre et les lamine en tôle.

Arrivée de la kécanne

La tôle est ensuite transportée vers les fabricants de boîtes de conserve qui, à leur tour, vont encore la laminer, la former et la souder en petites boîtes vides avec du plomb. Elles seront recouvertes de nickel et enduites d'une couche de polyéthylène (plastique) de grade alimentaire à l'intérieur. Ces boîtes prennent 400 fois plus d'espace que les blocs d'acier. Il faudra donc

400 fois plus d'espace d'entreposage et de volume de transport pour les acheminer vers les conserveries industrielles.

Les conserveries industrielles fabriquent des boîtes de haricots rouges en triplant leur volume par l'ajout d'un poids considérable en eau et en sel (peut aussi contenir des sulfites). Une fois remplies, les boîtes sont serties, puis stérilisées dans un autoclave industriel. Un immense tube rempli de boîtes sera injecté de vapeur sous pression et la température obtenue va dépasser le point d'ébullition de l'eau permettant la cuisson des haricots à l'intérieur des boîtes de métal, d'où leur saveur distinctive !

Il faut ensuite transporter ces boîtes dix fois plus lourdes dans trois fois plus de camions. Ces camions livrent les cannes dans des centres de distribution où elles seront ensuite expédiées

dans différents points de vente au détail. Le consommateur, à son tour, transportera le produit final chez lui.

Une fois la boîte à nouveau vide, 70 % des consommateurs la jetteront aux poubelles afin qu'un camion aille porter le tout au dépotoir, hors de la vue des citoyens. À peine 30 % d'entre eux prendront la peine de rincer ces boîtes avant qu'un autre camion aille porter le tout au centre de recyclage. Les boîtes se feront alors compresser en gros blocs pour retourner se faire traiter à l'aciérie. À cause des papiers et restants d'haricots, c'est-à-dire, des impuretés, les aciéries ne recyclent, en général, que 50 % des 30 % des boîtes de conserve recyclées.

Comparaison

Quand on compare les haricots rouges en sac à ceux en boîtes, on s'aperçoit qu'un sac de dix kilos de légumineuses contient environ 46 tasses, soit l'équivalent de quatre caisses de douze boîtes de conserve. Le sac de légumineuses sèches coûte 12 \$ et les boîtes 55 \$. En fait, en achetant des cannes, on paye des déchets tout en enrichissant les riches industriels. Certains diront qu'on crée de l'emploi et qu'on fait rouler l'économie ! Et l'environnement ?

En faisant vos conserves à la maison, vous réutilisez toujours les mêmes pots. Seuls les petits couvercles, 30 fois moins lourds qu'une boîte de 750 ml, seront recyclés. Il n'y a pas si longtemps, faire ses conserves maison était à la base de l'économie familiale. À présent, on peut les faire de façon plus sécuritaire grâce à l'autoclave domestique (presto). Ça nous évitera de gaspiller des tonnes d'acier et des centaines de barils de pétrole pour le reste de notre vie.

Source : <http://onserves.blogspot.com/2005/08/comment-on-fait-les-botes-de-conserves.html>

Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

*Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse*



Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour information : 346-0101



187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

Journée régionale d'égalité en Estrie

PAR MARIE-NOËLLE BÉLANGER-LÉVESQUE • CAFE

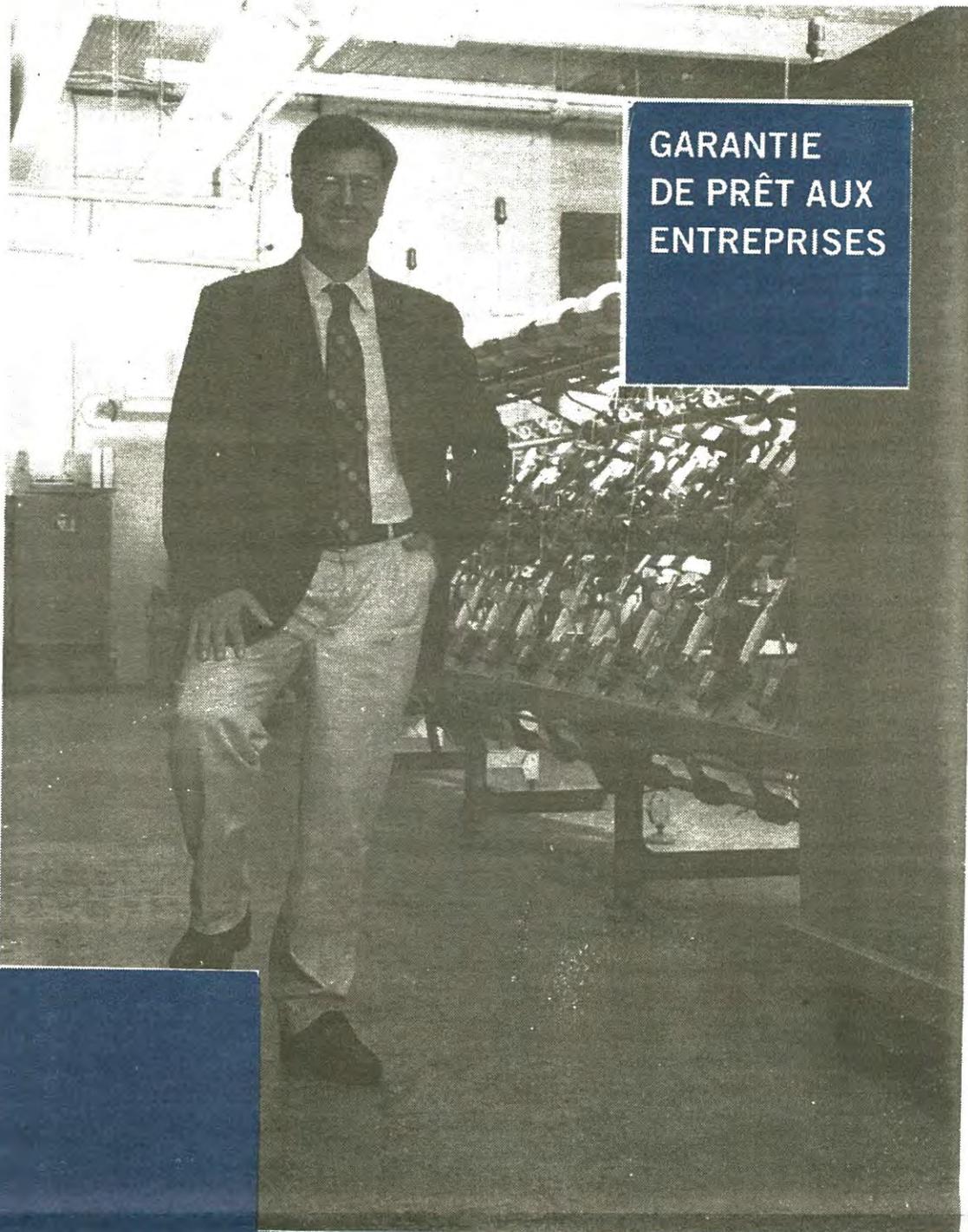
La tenue d'une telle journée faisait suite au plan d'action de la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*. Les organismes en Estrie ont fait part de leurs actions en matière d'égalité. La journée a débuté par la présentation des actions gouvernementales, dont la création du Centre régional d'entrepreneuriat au féminin (CREF) qui offre plusieurs services aux femmes voulant démarrer une entreprise en Estrie.

Plusieurs ententes entre la Conférence régionale des élus, le Secrétariat à la condition féminine et des groupes de femmes ont été communiquées. Les participants ont découvert des projets fort intéressants en développement de la main-d'œuvre féminine, pour la parité dans les instances décisionnelles et la participation aux élections municipales. La Ville de Sherbrooke a mentionné ses projets, entre autres, celui de mentorat politique pour les femmes des communautés culturelles.

Les groupes de femmes ont démontré leur dynamisme dans la variété de leurs projets touchant la socialisation des femmes, l'éducation en matière de sexualité, l'égalité économique et la prévention de la violence.

Le portrait de la situation des femmes en Estrie, dressé par l'Observatoire de la participation des femmes en Estrie, en collaboration avec le Conseil du statut de la femme, a été très révélateur pour plusieurs : les statistiques ont démontré qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir vers l'atteinte de l'égalité.

L'historienne Micheline Dumont nous a fait part de la persévérance des femmes. Utilisant « Le féminisme québécois raconté à Camille », un livre incontournable et accessible écrit pour sa petite-fille de 15 ans. Elle a entretenu les convives avec dynamisme sur l'histoire du féminisme au Québec qui remonte à la fin du 19^e siècle et sur sa pertinence actuelle. En après-midi, les représentants des divers organismes ont échangé sur les enjeux et des pistes de solutions : conciliation famille-travail, transport collectif, logements sociaux, travail non-traditionnel, augmentation du salaire minimum, etc. Cette journée bien remplie annonce, nous l'espérons, un avenir plus prometteur pour les femmes en Estrie.



GARANTIE
DE PRÊT AUX
ENTREPRISES

« La garantie de prêt d'Investissement Québec nous a permis d'améliorer notre productivité et de développer des produits uniques et profitables dans le domaine du textile. »

Iskender Sheard, président
Les Tissus Geo. Sheard, Coaticook

Profitez vous aussi de notre garantie de prêt pour réaliser votre projet.

Contactez Investissement Québec dès aujourd'hui.
1 866 870-0437

www.investquebec.com

IQ Investissement
Québec

FACILITER · FINANCIER · PROPULSER

Un cadeau de la 12^e édition du Festival des Traditions du Monde

PAR MARIE-THÉRÈSE LHUSIMA

Ce document interculturel a été lancé lors du Festival des Traditions du Monde, à Sherbrooke, le 14 août 2009. Cet outil interculturel a été rédigé et édité pour la société d'accueil, les intervenants de premières lignes auprès des immigrants de la Région des Grands Lacs de l'Afrique. Rendez-vous

compte ! Selon notre estimation sur le terrain, trois Noirs sur cinq à Sherbrooke, viennent de la Région des Grands Lacs de l'Afrique !

Les services d'accueil et d'installation des néo-Canadiens, les propriétaires de logements, les corps médical, enseignant, juridique, policier ; les centres

de la petite enfance, des jeunes, d'hébergement, de retraite ; les autorités municipales et ministérielles, les centres locaux d'emplois, tous, vous y trouverez votre compte.

Cet code culturel est présenté comme un outil pour les médiateurs et les intervenants auprès des ressortissants de la RGLA.

Il a pour objectif de permettre à ces deux peuples, de s'ouvrir l'un à l'autre et de favoriser à long terme leur cohabitation. Sous la forme d'un cahier aéré et illustré d'images parlantes, ce document se lit aisément. Il collige des informations sur les Burundais, les Congolais de l'Est et les Rwandais.

Pour commander des exemplaires :
Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE)
Téléphone : 819 822-4180 / Fax : 819 822-4415
Courriel : aide@aide.org / Site web : www.aide.org



Où en sommes-nous?

 **PLAN
D'ACTION**
ÉCONOMIQUE DU CANADA



CRÉER DES EMPLOIS MAINTENANT

Le Plan d'action économique du Canada: un plan pour bâtir l'avenir du pays.

Dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, le gouvernement du Canada et ses partenaires de tous les paliers de gouvernement investissent dans des infrastructures modernes et durables. Partout, les projets démarrent plus rapidement et de nouveaux emplois sont créés dans les collectivités, d'est en ouest, et du nord au sud.

Amélioration des infrastructures partout au Canada.

- Routes, ponts et autoroutes • Édifices universitaires et collégiaux • Transport en commun • Arénas et sentiers récréatifs • Réseaux d'alimentation en eau potable
- Accès aux services à large bande sur Internet
- et plus encore

POUR CONNAÎTRE LES PROJETS DANS VOTRE RÉGION
plandaction.gc.ca 1 800 O-Canada

Canada

Une multinationale « trop » célèbre

Monsanto et la fausse science

PAR MARC-ANDRÉ GAGNÉ

Monsanto : multinationale célèbre pour avoir développé la biotechnologie dans le monde. Depuis plus de trente ans, cette compagnie est l'un des principaux agro fournisseurs mondiaux, avec un chiffre d'affaires de plus de 11,3 milliards en 2008. Présente dans 61 pays, elle se donne pour mission de créer une agriculture de qualité, compétitive et durable.

À première vue, les engagements qu'elle a pris peuvent paraître responsables et soucieux de l'environnement, mais en regardant concrètement les faits, ses intérêts sont plus que questionnables.

Le Roundup court encore

La compagnie lance sur le marché en 1974 le Roundup, herbicide puissant, étiqueté « biodégradable », efficace contre les mauvaises herbes. En réalité, le Roundup est hautement toxique, à cause de sa haute teneur en PCB (Polychlorobiphényles : un produit des plus toxiques,

donc très peu biodégradable) qui tue tout, complètement tout... sauf les plants transgéniques créés par Monsanto. Si on asperge un champ de soja biotechnologique avec du Roundup, la plante poussera très bien, mais le champ sera infecté de ce produit toxique extrêmement dangereux pouvant causer plusieurs maladies comme le cancer et un dysfonctionnement des cellules. Le soja, loin d'être biologique, sera nuisible pour votre santé. La compagnie a d'ailleurs plusieurs fois passé devant les tribunaux, pour des publicités mensongères et trompeuses, notamment par rapport à la mention

« biodégradable » sur leurs étiquettes, mais la menace court toujours, parce que ce produit est toujours sur les tablettes.

Des gouvernements silencieux

Il est impressionnant de voir le silence des gouvernements, et plusieurs s'en étonneront même. Mais dans les faits, les gouvernements sont loin d'être silencieux. Aux États-Unis, c'est la Food and Drug Administration (FDA), l'équivalent de Santé Canada, qui s'occupe de ce dossier. Leur position est celle de la déréglementation, c'est-à-dire, de ne pas ralentir la mise en marché de ces produits et les profits des compagnies, tout ça au nom du progrès et de la science. C'est même un fait que la FDA ne cache pas, les OGM ne sont pas classés à part des aliments

naturels ou biologiques, et cette loi est adoptée pour des raisons politiques et non scientifiques. Le ministre de l'Agriculture de l'époque, Dan Glickman, a même expliqué l'incapacité du gouvernement : « Si on ne marchait pas tête baissée en faveur du développement rapide de la biotechnologie et des cultures OGM, alors on était considéré comme anti-science ou anti-progrès ». Incroyable, mais vrai. Pour le gouvernement, le capital politique passe au-dessus de la santé, de la qualité des récoltes et de l'environnement !

En jouant ainsi les apprentis sorciers, les chercheurs du gouvernement et des multinationales qui oeuvrent dans le domaine de la biotechnologie montrent leur indifférence et leur mépris face à l'avenir de nos agricultures, car c'est lucratif pour eux. Selon le documentaire *Le monde selon Monsanto*, 70 % des produits présents dans les épiceries seraient transgéniques, donc modifiés génétiquement. C'est un chiffre énorme et plusieurs organismes luttent activement auprès du gouvernement et des super-

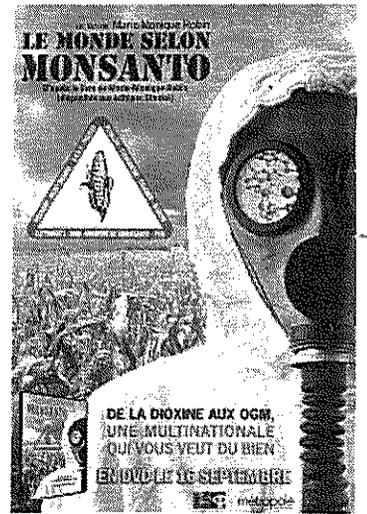


Illustration : Site Greenpeace

Selon le documentaire *Le monde selon Monsanto*, 70 % des produits offerts dans les épiceries, seraient modifiés génétiquement. Alors, pourquoi les gouvernements tardent-ils tant à imposer l'étiquetage des OGM?

marchés en question pour l'étiquetage de ces produits en tant qu'OGM. C'est le cas des militants de Greenpeace Canada qui ont mené plusieurs campagnes de sensibilisation, et ce, partout dans le pays. Nous vous encourageons à vous informer directement sur le sujet en visitant leur site au www.greenpeace.org/canada.



Viens à l'Agora! Changer le monde ça commence par une idée!

Laisse ta marque!

LEAVE YOUR MARK!

Présenté par le Forum jeunesse Estrie
samedi 7 novembre à 13h
Université de Sherbrooke pavillon A6, local 3003

L'Agora : un lieu d'échange pour s'inspirer, exprimer ses idées, partager ses expériences, ses préoccupations et ses réflexions sur plusieurs sujets touchant l'engagement citoyen sous toutes ses formes.



SIDNEY RIBAU
cofondateur d'Equiterre

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

Equiterre
DU RÊVE À L'ACTION

ATELIERS PARTICIPATIFS

EXCELLENCE SPORTIVE
IMPLICATION EN POLITIQUE
UNE PASSION POUR LE TRAVAIL HUMANITAIRE

ÉVÉNEMENT GRATUIT ET PRIX DE PRÉSENCES

EN SOIRÉE 20 H

JAKE AND THE LEPRECHAUNS
au Téléphone Rouge



Spectacle de
JAKE AND THE LEPRECHAUNS

Forum jeunesse
Estrie

Informations et réservation:
www.forumjeunesseestrie.qc.ca

Les candidats et la culture

6. Considérant qu'il a été démontré que 33 % des jeunes artistes pensent quitter la région pour les grandes villes (Montréal, Québec), et que la vitalité artistique d'une communauté est un facteur d'attraction et de rétention des autres jeunes travailleurs, que comptez-vous faire pour assurer le développement de la relève artistique sur le territoire municipal ?

H.G. : D'abord, il faut considérer la création d'emplois reliée au domaine culturel comme de la création d'emplois aussi importante que dans le domaine industriel ou commercial. Il faut encourager les gens de chez nous qui ont le goût de créer. Quand je vous parle de mon désir d'entendre et de voir des belles choses dans la ville, ça rejoint ma préoccupation de faire voir et entendre les artistes locaux. [...] Il faut voir la culture comme une manière de créer de la richesse de belle façon. C'est payant de faire de la culture. Malheureusement, on a toujours vu la culture comme une dépense.

H.R. : La ville donne des bourses présentement à la relève, c'est un gagne-pain pour récompenser ceux qui ne sont pas encore professionnels. Ce qui est à voir avec la population, c'est si elle est prête à payer des artistes pour faire des prestations publiques gratuites. Nous commençons déjà à le faire avec la Cité des Rivières et la Place de la Cité. [...]

D.P. : C'est un problème qui ne touche pas seulement les artistes mais bien tous les jeunes, les diplômés qui quittent Sherbrooke. Y'a pas d'emplois pour les jeunes. Y'en a pas pour les

moins jeunes aussi. J'ai rencontré des gens qui sont à la recherche d'emplois qui sont à bout de souffle. Le problème est plus général. Au niveau artistique, il est important que la Ville reconnaisse des groupes et des artistes pour leur donner plus de visibilité. Cela vaut aussi pour les groupes communautaires et environnementaux.

F.G. : La ville a déjà beaucoup à offrir aux jeunes artistes, et elle a beaucoup à faire. Il y a présentement beaucoup de projets sur la table avec Gilles Prince de la Galerie Horace, qui est aussi sur le comité de travail pour la ville. Il y a des organismes qui répondent déjà au besoin des artistes, par exemple M.U.R.I.R., répond à d'autres besoins, ça fournit aussi de la formation aux artistes et de la réintégration sociale. Il y a aussi des artistes, des musiciens très connus à Sherbrooke, dont Misteur Valaire est un exemple parmi d'autres. Avec tout ce qu'on a ici, j'aimerais bien voir où vous trouvez ce chiffre de 33 %. Il faudrait vérifier pourquoi les artistes s'en vont et trouver des moyens pour les garder ici.

M.S. : Les artistes peuvent donner plus à la ville que la ville peut donner aux artistes. Ils peuvent accélérer de manière exponentielle la visibilité d'une ville. On ne peut pas se passer du travail des artistes. Il faut les écouter et voir comment les aider. Favoriser le dynamisme des jeunes.

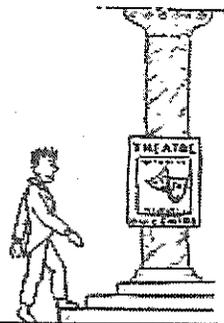
B.S. : Il faut appuyer les initiatives et il faut comprendre que le culturel ce n'est pas une dépense, c'est un investissement, ça commence là. Il faut soutenir les initiatives, que ce soit dans l'art moderne ou dans les infras-

structures de diffusion. D'ailleurs, dans notre programme, on propose l'implantation d'une salle intermédiaire. On a déjà un centre de production mais ça prend aussi un centre de diffusion pour que nos artistes arrêtent de créer des œuvres artistiques ici tout en les produisant ailleurs, c'est un problème. Et ça commence là, et effectivement, la vitalité d'une communauté se mesure notamment par sa vitalité culturelle. [...] On est en arrière, on a du rattrapage à faire. Il faut réussir à dégager la marge financière pour encourager ces initiatives là.



Que faire ?

PAR MARIANNE VERVILLE ET SÉBASTIEN ROY
Collaboration spéciale



DU 15 AU 18 OCTOBRE :

à l'Édifice Expo-Sherbrooke aura lieu le 31^e Salon du livre de l'Estrie. Le thème de cette année sera « Les mots à la bouche ». Dans cette perspective, l'événement se veut une célébration de l'oralité de la littérature. En plus des divers exposants, plusieurs activités spéciales et concours sont organisés.

Pour en savoir plus, consultez le www.salondulivredelestrie.com.

DU 15 AU 24 OCTOBRE :

les jeudi, vendredi et samedi à 20 heures, la troupe des Turcs gobeurs d'Opium présente au théâtre Léonard-St-Laurent (200, rue Peel) la pièce Thyroïde. Écrite et mise en scène par André Gélinau, Thyroïde plonge le spectateur dans l'univers décalé de la Torchonne, une vieille fille qui n'a rien fait de mal « si ce n'est qu'elle est une obèse morbide ». La pièce met en vedette Marianne Gagnon, Jean-François Hamel, Véronique Laroche, Alexandre Leclerc, Patrick Quintal, Marianne Roy, Jacinthe Tremblay et Simon Vincent.

DU 22 AU 25 OCTOBRE :

le centre-ville de Sherbrooke et plusieurs autres lieux des Cantons de l'Est accueillent la 17^e édition du festival Les jours sont contés en Estrie, qui célèbre le conte et la littérature orale d'ici ou d'ailleurs. Pour ceux qui ont un budget limité, la série Les Friandises, présentées à partir du 20 octobre, propose des 5 à 7 de contes à contribution volontaire. La programmation est disponible un peu partout à Sherbrooke.

www.productionslittorale.com/Festival.htm.

LE 5 NOVEMBRE :

à 19 h 30 se tiendra à la salle du Tremplin 16-30 (97, rue Wellington Sud) la troisième soirée de la saison du Slam du Tremplin. À la fois compétition de slam et rassemblement festif de poésie orale, le slam au Tremplin n'est jamais ordinaire ni comparable. Un moment de la soirée sera réservé aux micros ouverts : amenez vos textes ! L'événement est diffusé en direct au 95,5 FM CFLX. Tous les détails au slamdutremplin.blogspot.com.

LE 10 NOVEMBRE :

à 19 heures sera soirée de contes, comme à tous les 2^e mardi du mois, au salon de thé l'Arbre à Palabres (147, rue Wellington Sud). C'est le Cercle des conteurs de l'Estrie qui mène cet enchaînement de contes dans une atmosphère intimiste. Que vous soyez conteurs, poètes, slameurs ou entre les trois, vous êtes invités à participer par le biais de plusieurs micros ouverts en cours de soirée.

Pour plus d'informations, visitez e-toile.org.

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer !

ENTRÉE
LIBRE

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s)
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

Le Fait Out

chocolaterie | pâtisserie

90 rue Alexandre, Sherbrooke J1H 4S6

819-791-4203